

ARRÊTÉ N° 272-2025

Objet : Arrêté portant délégation de fonctions du Président du Siéml à Monsieur David GEORGET, onzième vice-président

Le Président du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et L. 5711-1 ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment les articles 1 et 2, I points 2° et 3° ;

Vu le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu la délibération du Comité Syndical du Siéml n° 2020-40 du 29 septembre 2020 relative à l'élection du Président du Syndicat et le procès-verbal afférent ;

Vu la délibération n°2020-41 du comité syndical du Siéml du 29 septembre 2020 portant détermination de la composition du Bureau et du nombre de vice-présidents ;

Vu l'élection des vice-Présidents en date du 29 septembre 2020 et le procès-verbal afférent ;

Vu la délibération n°40/2024 du comité syndical du Siéml du 02 juillet 2024 relative aux délégations de pouvoirs accordées au Président par le comité syndical ;

Vu l'arrêté n° 535-2020 du 30 septembre 2020 portant délégation de fonctions à M. David Georget, en qualité de douzième vice-président ;

Vu la délibération du Comité Syndical du Siéml n°**DEL 053** du 21 octobre 2025 relative à la vacance du siège de premier vice-président et l'élection d'un membre du Bureau ;

Considérant que pour permettre la bonne marche des services du Siéml et une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit délégué au onzième vice-président ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – ABROGATION

L'arrêté n° 535-2020 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 – DÉLÉGATION DE FONCTIONS

Délégation de fonctions est donnée à M. David GEORGET, en qualité de onzième vice-président, pour instruire tout dossier et intervenir dans les domaines suivants :

- le développement des énergies renouvelables, pour les missions suivantes :
 - portage, en lien avec le pôle transition énergétique, des projets de production d'énergies renouvelables ;
 - réalisation de notes d'opportunité et de potentiel sur les projets éoliens, photovoltaïques et de méthanisation ;
 - portage des dossiers de co-pilotage et de co-investissement dans le cadre des prises de participation du Siéml dans les SEM.
- la coordination territoriale du Siéml, pour les missions suivantes exercées dans le périmètre de la circonscription des Vallées du Haut Anjou :

Syndicat intercommunal d'énergie de Maine-et-Loire

9 route de la Confluence – ZAC de Beuzon – Écouflant – CS 60145 49001 Angers Cedex 01

Siret n° 254 901 309 00032

Tel : 02 41 20 75 20 | sieml@sieml.fr | www.sieml.fr

- communication aux services du Siéml des dysfonctionnements constatés et des problématiques et attentes soulevées par les élus locaux et les usagers, dans les domaines de compétence du Syndicat ;
- suggestion d'amélioration des pratiques du Syndicat, en vue de la satisfaction des élus et usagers du territoire qu'il représente ;
- formulation de propositions pour renforcer l'efficacité des actions du Siéml et pour améliorer le fonctionnement des services du Syndicat.
- intervention de médiation et de conciliation afin de prévenir tout litige éventuel avec une collectivité adhérente sur le périmètre susvisé.

ARTICLE 3 – LIMITES DE LA DÉLÉGATION

En cas d'absence ou d'empêchement de M. David GEORGET, onzième vice-président, tous les actes entrant dans le cadre de la délégation définie à l'article 1^{er} du présent arrêté seront effectués par le Président du Siéml et, en cas d'absence ou d'empêchement de l'un et l'autre, ces actes seront effectués par suppléance, en application des articles L. 5211-2 et L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales.

La délégation de fonctions qui précède ne fait pas obstacle au pouvoir du Président d'accomplir personnellement tout acte entrant dans les attributions auxquelles cette délégation se rapportent.

ARTICLE 4 – PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊT

Les délégations de fonctions énoncées à l'article 2 sont accordées dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux conflits d'intérêt susvisées.

A ce titre, le onzième vice-président, en tant que personne titulaire d'un mandat électif local et chargée d'une mission de service public, exerce ses fonctions avec dignité, probité et intégrité. Il veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de ses fonctions.

Le onzième vice-président doit se déporter des décisions pour lesquelles il estime se trouver dans une situation de conflit d'intérêts. Il doit alors en informer le Président du Siéml par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses fonctions. Un arrêté du Président du Siéml déterminera en conséquence les questions pour lesquelles le onzième vice-président devra s'abstenir d'exercer ses fonctions.

ARTICLE 5 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA DÉLÉGATION

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, de sa notification au délégué et de sa publication ou affichage.

La délégation subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée. Elle prendra fin dans le cas où le délégué viendrait à cesser ses fonctions, et en tout état de cause à l'expiration du mandat du comité syndical.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET AMPLIATION

Le présent arrêté sera notifié à M. David GEORGET, onzième vice-président.

Ampliation sera adressée au Préfet de Maine-et-Loire, représentant de l'Etat, à M. le Directeur général des services du Siéml et à Mme le receveur municipal.

ARTICLE 7 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage et notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Ile-Gloriette CS 24111, 44041 Nantes Cedex, ou par l'application *Télérecours Citoyens* accessible à partir du site www.telerecours.fr. L'auteur de l'arrêté peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.

Fait à Écouflant,
Le 24 octobre 2025,
Le Président,
M. Jean-Luc DAVY

Notifié à Monsieur David GEORGET,
Onzième vice-président,
Le 04 novembre 2025
Signature :

